

PROCÈS-VERBAL

Cinquième assemblée de la coalition montréalaise pour la rémunération des stages

23 mars 2018 - Université Concordia

Présences

Groupes avec mandats

ADEESE-UQAM	Alexandre Clément
ADEESE-UQAM	Emmanuelle Boisvert
ADEESE-UQAM	Charles-Antoine Goulet
ADEESE-UQAM	David Lacombe
AECSL	Leyli Machouf
AETS-UQAM	Adam Pétrin
AVEQ	Charles Carrier-Plante
CUTE-CVM	Félix Dumas-Lavoie
CUTE-CVM	Marianne Gagnon
CUTE-MV	Maxime Vaillant-Bédard
CUTE-St-Lô	Kim Gravel
CUTE-St-Lô	Benoît Dumais
CUTE-St-Lô	Bruno Le Héritte

CUTE-UdeM	Nicholas Bourdon
CUTE UQAM	Laurent-Paradis-Charette
CUTE-UQAM	Phil Mathieu
CUTE-UQAM	Evelyne Gauvin
CUTE-UQAM	Valérie Simard
CUTE-UQAM	Sandrine Boisjoli
CUTE-UQAM	Etienne Simard
SECMV	Louis François
SOGÉÉCOM	Kaëlla Stapels

Participation individuelle et organisations observatrices

Observateur	Jonathan Turcotte-Summers
CSU	Ahmed Badr
Montréal Campus (UQAM)	François Carabin
Prof au collégial	Camille Tremblay-Fournier
Observateur	Pierre-Antoine Campeau

Animation et secrétariat

Animation	Amélie Poirier
Secrétariat	Annabelle Berthiaume
Secrétariat	Camille Marcoux-Berthiaume
Traduction	Anas Bouslikhane

Les terres sur lesquelles nous sommes réuni.es font partie du territoire traditionnel des Kanien'keha:ka (Mohawks), qui a longtemps servi de lieu de rassemblement et d'échange entre les nations.

0. Ouverture

Ouverture à 18:03.

0.1 Praesidium (Secrétariat et Animation)

Sandrine Boisjoli propose Amélie Poirier au présidium et Annabelle Berthiaume, Camille Marcoux-Berthiaume au secrétariat. Kaëlla de la SOGÉÉCOM appuie. Adopté à l'unanimité.

1. Adoption de l'ordre du jour

1.1 Adoption du PV de la dernière rencontre

2. Tour de table

3. Bilans des comités

3.1. Comité 20 février

3.2. Comité 8 mars

3.3. Comité tournée de formation

3.4. Comité 1er mai

- 4. Propositions
- 6. Varia
- 7. Prochaine rencontre

Amendement proposé par Charles de l'AVEQ

Ajouter un point "recherche" dans le point bilan des comités

L'ordre du jour modifié est proposé par Valérie du CUTE UQAM. Appuyé par Laurent

Paradis-Charette

Adopté à l'unanimité

1.1 Adoption du PV de la dernière rencontre

Kaëlla de la SOGÉÉCOM propose l'adoption du PV de la dernière rencontre de la coalition. Marianne du CUTE-VM appuie.

Adopté à l'unanimité

2. Tour de table

Amélie de l'animation invite chaque personne à se nommer et indiquer si elle fait partie d'une délégation.

3. Bilans des comités

3.1. Comité 20 février

Adam de l'AETS-UQAM rappelle que l'idée était de faire un 20 février décentralisé sur plusieurs campus. La volonté de faire des actions décentralisées a fonctionné. On était environ 15 000 étudiant.es en grève.

Kaëlla de la SOGÉÉCOM invite les gens à prendre la parole pour parler des activités sur les campus.

Emmanuelle de l'ADEESE dit que le CA de l'UQAM a été bloqué, ça s'est super bien passé. On voulait que le CA soit bloqué, tant qu'il n'y avait pas de point à l'ordre du jour pour prendre position sur la rémunération des stages. Cela a été fait au CA suivant, selon les informations des délégué.es étudiant.es, le point sera envoyé au BCI (Bureau de consultation interuniversitaire) pour que toutes les universités aient une position en faveur de la rémunération des stages.

Amélie du présidium complète pour l'UQAM, une manifestation a aussi été organisée durant la journée en solidarité avec différent.es travailleuses et travailleurs (CACTUS, CPE Tortue tête et infirmière du CHUM). Des bannières ont été mises à chacun de ces lieux, au moins 50 personnes étaient présentes.

Marianne du CUTE CVM dit qu'au Vieux-Montréal il y a eu une manif interne et une sieste collective dans le hall d'entrée. Il y a eu du tractage pour informer des activités du CUTE.

Kim du CUTE-St-Laurent, au CÉGEP, les étudiant.es ont fait aussi une sieste collective ce qui a permis une belle visibilité. Illes ont aussi fait un affichage massif dans les bureaux de l'administration pour visibiliser la lutte qui était menée.

3.2. Comité 8 mars

Kaëlla de la SOGÉÉCOM : trouve que la manifestation étudiante s'est super bien passée. Il y a eu une grosse mobilisation (autour de 500 personnes). Il y a eu une belle visibilité médiatique, ce qui permet aussi de faire sortir la lutte du cadre étudiant, c'est un pas dans la bonne direction.

La manifestation s'est terminée au bureau de la ministre David, et malgré le froid, les gens sont restés jusqu'à la fin.

Elle demande si les discours seront publiés? Cela permettrait de renforcer notre argumentaire et de les rendre visibles.

Kaëlla de la SOGÉÉCOM dit aussi qu'elle a participé à plusieurs réunions pour organiser avec Femmes de diverses origines (FDO) et d'autres groupes (dont l'ASSÉ) la manifestation du soir habituellement annoncée par FDO. À la première réunion, Kaëlla a parlé de la Coalition montréalaise pour la rémunération de tous les stages et les organisatrices de la manif de FDO disaient que cela s'inscrivait tout à fait dans leurs positions, et qu'il était possible de collaborer (notamment en invitant les groupes à participer aux manifs respectives, partager les événements facebook, etc.). Il était d'abord prévu de laisser un 2 à 5 minutes de discours pour des portes-paroles de la Coalition. Kaëlla de la SOGÉÉCOM a collaboré étroitement avec FDO (faire les affiches, faire le suivi courriels, etc.).

Mais, au cours des échanges avant le 8 mars, il a été question de donner uniquement la parole à l'ASSÉ (par souci de temps, les étudiant.es seraient toutes et tous représenté.es par l'ASSÉ...). Kaëlla explique que la Coalition montréalaise n'était pas du tout la même chose que l'ASSÉ, il a donc été convenu que de séparer le temps de la prise de parole en deux, entre l'ASSÉ et la Coalition (2.5 chaque). Cela a d'ailleurs été confirmé par courriel, et Kaëlla a envoyé la biographie de Sandrine Belley, celle qui allait parler pour la Coalition.

Mais finalement, le 8 mars, Dorian de l'ASSÉ a fait son discours et les personnes des CUTE n'ont jamais été annoncées, et il n'était donc pas possible de faire un discours pour les CUTE. Les organisatrices de la manifestations ont par la suite prétexté que Sandrine n'était pas à l'avant et qu'il fallait se dépêcher pour partir en manifestation car les gens avaient froid...

Suite à cette situation, les femmes du comité organisateur de la Coalition

ont eu des échanges courriel avec les organisatrices de la manif de FDO. Il a été convenu finalement que FDO allait signer la déclaration, partager la page des CUTE et partager le discours rédigé par Sandrine pour l'occasion.

Camille du secrétariat précise que les communications sont mises en annexe dans le cahier de participation de la rencontre d'aujourd'hui.

3.3. Comité tournée de formation

Annabelle du secrétariat rappelle que plusieurs formations se sont tenues durant la session d'hiver (Cégep de Maisonneuve, Chicoutimi, UdeS, association des étudiant.es en lettres et communication (AFELC), à Québec autour d'une bière-discussion, Cégep de l'Outaouais, Cégep de Saint-Laurent, - la formation de CMV demeure à tenir). L'objectif était de tenir des ateliers en vue de la mobilisation pour les journées du 20 mars et du 8 mars. Parfois les résultats sont mitigés, mais à plusieurs endroits on peut constater que la formation a permis de construire soit un CUTE ou de solidifier la mobilisation qui prenait place.

Kim du CUTE-Saint-Laurent mentionne que cet atelier a été utile pour le CSL alors qu'il a permis de répondre aux questions des étudiant.es et de former les personnes qui allaient former d'autres personnes.

Annabelle du secrétariat invite les participant.es à ne pas hésiter s'illes voient qu'il y aurait lieu de tenir un autre atelier dans un CÉGEP ou Université. Différents sujets et formats ont déjà été testés, c'est donc plus facile maintenant de préparer un atelier.

Etienne du CUTE UQAM précise que les formations ont effectivement porté fruit, cela fait vraiment une différence. C'est probablement une des choses les plus structurantes qui a permis de former des comités (au cégep de l'Outaouais, à Saint-Laurent, à Québec). Il est aussi possible de jumeler des personnes qui s'impliquent de manière plus récente avec une personne qui s'implique depuis plus longtemps pour faire l'atelier.

Kim du CUTE Saint-Laurent dit que ça serait bien d'avoir une autre formation au cégep de Saint-Laurent. Ielles ont maintenant des contacts directement avec l'association des étudiant.es en technique de loisirs. Elle pense qu'il y aurait un besoin pour avoir une autre formation.

Annabelle du secrétariat précise aussi que le Cégep Marie-Victorin était aussi supposé tenir un atelier, mais il semble que l'atelier n'a pas eu lieu encore.

Louis du SECMV dit qu'il y a eu une formation à l'automne au Cégep Marie-Victorin. Mais les gens seraient contents d'avoir une formation à l'hiver, c'est toujours pertinent.

3.4. Comité 1er mai

Camille du secrétariat encourage les gens à se joindre au comité, car pour le moment, il n'y a qu'elle et Gianluca (un autre militant de la Coalition montréalaise). Pour le moment, elle et il ont été en contact avec la CLAC qui organise une manifestation en soirée. Le comité pense participer à la manifestation et faire un tractage massif dans la manifestation afin de faire le lien entre la situation des stagiaires et celles des autres travailleurs et travailleuses.

Aussi, il est également prévu d'aller à la manifestation syndicale organisée le samedi 28 avril pour tracter massivement, dans le but de faciliter les appuis syndicaux pour la grève des stages. Elle invite les gens à se joindre à ces activités.

La prochaine réunion du comité 1er mai sera annoncée sur la liste de diffusion de la coalition.

Etienne du CUTE UQAM lance une question aux assos de cégep à l'effet de tenir un vote de grève pour le 1er mai. Est-ce que c'est envisagé ? Il dit que le CX de l'AECS a l'intention d'organiser une assemblée générale en ce sens.

Félix du CUTE-CVM: l'exécutif pensait faire un référendum pour une journée de grève pour la journée du 1er mai. Le CUTE-CVM pensait se pencher sur la question pour placer la mobilisation autour de la question du salariat étudiant.

Bruno du CUTE Saint-Laurent dit que la grève du 1er mai est envisageable, mais il dit que sera uniquement sur des enjeux anticapitalistes, donc il ne sait pas si cela va parler beaucoup de la lutte pour la rémunération des stages. Mais, cela va dépendre de qui *call* la grève.

Félix du CUTE-CVM précise que la mobilisation au VM se ferait aussi dans une perspective anti-capitaliste. Beaucoup de discussions se sont tenues dans leur comité pour que les revendications soient unificatrices des luttes en cours. Il croit qu'il est possible de rejoindre beaucoup de personnes avec une revendication de reconnaissance du travail étudiant.

Louis du SECMV appuie ce que Félix dit.

Kim du CUTE Saint-Laurent pense que ce n'est pas la question si c'est pertinent ou non de discuter de la rémunération des stages dans ce cadre. Elle doute plutôt que sera possible d'axer sur la question de la rémunération des stages durant le 1er mai.

Valérie du CUTE UQAM demande si ce serait possible de travailler sur un argumentaire et des propositions avec les cégeps pour parler au delà de la revendication de la rémunération des stages et parler plus largement de la reconnaissance des études en tant que travail (même si elle sait que ce n'est pas tous les groupes qui ont une position sur le salariat étudiant).

Sur la rémunération des stages, Valérie rappelle que la revendication des stages s'inscrit dans la réforme sur les lois du travail, on peut apporter plus largement l'argumentaire sur ce qu'impliquerait un changement dans les normes et que les stagiaires soient perçus comme des travailleurs et travailleuses. Elle dit aussi que ce serait une bonne idée de faire des liens sur la question anticapitaliste avec la campagne de l'IWW qui est aussi active durant le 1er mai et qui se revendique explicitement du mouvement ouvrier.

Louis du SECMV ajoute que l'enjeu de la rémunération des stages est une campagne anti-capitaliste et rappelle que l'exploitation du travail gratuit -exploitation du travail fait en stage - est nécessaire au système capitaliste. C'est une journée qui devrait déborder le cadre anti-capitaliste au sens strict de cette campagne.

Kaëlla de la SOGEECOM dit que souvent quand elle fait de la mobilisation et qu'elle parle des techniques ou les stages sont non-rémunérés, on lui

remet souvent la question que c'est normal qu'elle ne soit pas payée, parce qu'elle ne "produit" rien. La division entre productif et reproductif relève directement de la vision capitaliste, et qu'il faut dénoncer ça. Elle ne croit pas que la revendication d'un salaire va à l'encontre. En ce moment on vit dans un système capitaliste, et elle ne croit pas que la revendication du salaire est un frein à une critique anticapitaliste.

3.5. Comité recherche

Charles est chercheur à l'AVEQ et il voulait profiter de ce moment de bilans pour faire un retour sur les informations recueillies au courant des derniers mois. Il ne veut pas que ses recherches restent uniquement à lui, alors il offre de partager sa revue de la littérature sur la question à quiconque la désire. Il a travaillé sur la recension du nombre de stages, la démographie des stagiaires, etc.

Sa recherche comporte tout de même certains vides, faute de temps: portrait démographique pour les cégeps ; les impacts des stages sur la vie des gens; le volet juridique.

Il a obtenu quelques chiffres de Revenu Québec sur l'argent investi dans le secteur privé pour subventionner les stages. Autour des années 2000, c'est environ 20 millions de dollars qui étaient accordés en crédits d'impôts aux entreprises. Aujourd'hui, on parle plutôt d'environ 50 millions de dollars qui sont octroyés à titre de crédits d'impôts. Charles fait donc le constat que beaucoup plus d'argent va au secteur privé depuis la récession de 2008. Les stagiaires rémunérés dans le secteur privé constituent donc les bouches-trous pour des employeurs. Charles indique que la recherche n'est pas terminée mais qu'il est ouvert à partager l'information dès que possible. Il enverra sa revue de littérature sur la liste de la coalition.

Bruno du CUTE Saint-Laurent n'a pas eu le temps de faire de la recherche pour les données au cégep, mais il a les données homme-femme à Saint-Laurent, il pourra les envoyer à Charles.

Kaëlla de la SOGEECOM n'a pas le temps de faire des recherches, mais croit qu'il est très important d'avoir ce type de données pour les CÉGEP pour être certain qu'ils soient inclus dans la campagne et que les campus soient mobilisés. Marie-Pierre Béland, la permanente de la SOGÉÉCOM a déjà envoyé les chiffres à Charles pour le Cégep de Maisonneuve.

Kim du CUTE Saint-Laurent, se rappelle qu'il y avait un autre CÉGEP qui avait des données. Cela avait été discuté lors d'une rencontre inter-cégep.

Louis du SECMV répond que c'était au Cégep Édouard-Montpetit. L'association a fait passer un sondage par Omnivox, cela leur a permis de recueillir plein de données sur la réalité des stagiaires et d'avoir un bon taux de réponses.

Charles de l'AVEQ pourrait partager le document de travail, il dit qu'il faut simplement se rappeler qu'il s'agit d'un document en construction donc une version préliminaire, à ne pas diffuser largement.

Kaëlla de la SOGÉÉCOM pose une question, elle pense que c'est une très bonne idée de faire un sondage par omnivox, quelles seraient les questions à y inclure ?

- Pourcentage homme-femme ?
- Rémunération de certaines techniques ?
- Combien d'étudiant.es qui sont en techniques ?

Charles de l'AVEQ dit que c'est une bonne idée.

Louis du SECMV dit que les questions pourraient être partagées avec tous les autres cégeps.

Adam de l'AETS-UQAM explique que l'administration du Cégep de Marie-Victorin avait un budget pour faire une recherche donc une telle recherche a été commandée au Service de développement institutionnel. C'est un document d'une trentaine de pages. Ils sont allés plus loin en demandant combien ça coûte être stagiaire (matériel, sarrau etc.).

Charles de l'AVEQ demande si ce serait possible de voir ce qui a été demandé et comment a été construit les questions pour que ça puisse servir ailleurs.

Kim du CUTE Saint-Laurent dit que c'est probablement possible pour plusieurs cégeps, mais pour Saint-Laurent, c'est très difficile d'avoir une collaboration de l'admin pour pouvoir faire un sondage Omnivox.

Charles-Antoine de l'ADEESE mentionne qu'il y aura ouverture de poste à l'ADEESE pour faire une recherche sur la rémunération des stages (environ 20 heures par semaine). Il invite à diffuser l'information pour les personnes intéressées par ce poste.

Emmanuelle de l'ADEESE dit que l'offre d'emploi sera affichée dimanche soir ou en début de semaine.

4. Propositions

4.1. Proposition

PLAN D'ACTION

Que la Coalition montréalaise lance, dès la rentrée de la session d'automne, un ultimatum au gouvernement de mettre en place un programme de rémunération de l'ensemble des stages dans l'ensemble des programmes et à tous les niveaux d'études dès le début de la session d'hiver 2019;

Que les membres de la Coalition montréalaise promeuvent l'adhésion de regroupements, associations, organismes et syndicats à participer à la Coalition montréalaise pour la rémunération des stages;

Que la Coalition montréalaise forme un comité élargissement, dès l'automne, auquel seront invité.es à participer des étudiant.es de tous les programmes afin de participer à une tournée de mobilisation dans toutes les régions du Québec;

Advenant le défaut du gouvernement d'implanter la rémunération de tous les stages à tous les niveaux, que les membres de la Coalition adoptent un mandat de grève générale illimitée des cours et des stages qui sera déclenchée à l'hiver 2019 dès que le plancher suivant est atteint

20 000 étudiant.es avec un mandat de GGI;

Que ces 20 000 étudiant.es soient réparti.es dans trois régions administratives;

Que la Coalition montréalaise fasse valoir un plan d'action impliquant un ultimatum et un mandat de GGI pour l'hiver 2019 dans les autres coalitions régionales et autres associations étudiantes collégiales et universitaires du Québec ou hors-Québec;

Que les membres de la Coalition montréalaise sollicitent des fonds monétaires afin de soutenir les activités de mobilisation en prévision de la

continuation des actions de mobilisation pour la lutte de la rémunération des stages;

Que les associations membres de la FECQ, de l'ASSÉ et de l'AVEQ impliquées dans la campagne pour la rémunération des stages proposent dès l'automne, dans leur congrès respectif, des dons de 20 000\$ à verser dans un fonds de grève afin de soutenir la GGI;

Que les membres de la Coalition continuent de chercher l'appui des syndicats à la campagne pour la rémunération de tous les stages afin d'augmenter les moyens de pression et que les membres de ces syndicats (enseignant.es, infirmièr.es, travailleur.ses sociales, sages-femmes, etc.) refusent d'employer des stagiaires en grève dans leurs milieux en guise de solidarité.

Proposée par Valérie du CUTE UQAM . Appuyée par Adam de l'AETS-UQAM.

Valérie mentionne que ce plan d'action est issu du cahier de propositions de l'ADEESE lors de leur dernière assemblée générale. Ce plan risque fortement d'être adopté lors de la prochaine ag au début du mois d'avril. La campagne a maintenant lieu depuis environ 2 ans, et est très active cette année. À l'UQAM, il y a eu 4 journées ponctuelles de grève qui ne sont plus suffisantes notamment parce qu'il y a encore pression de l'université pour reprendre les journées.

Il est nécessaire de rendre la grève plus ingérable pour l'admin. Aussi, plusieurs coalitions et CUTE sont formées dans différentes régions, et pour poursuivre la mobilisation, un plan d'action clair doit être diffusé. Déjà à l'UQAM, deux jours de grève ont été proposés de plus que ce qui avait été convenu dans le plan d'action.

Valérie du CUTE UQAM suggère de faire adopter des mandats dans les associations étudiantes en ce sens dès maintenant, pour être prêt.e pour la rentrée.

Adam de l'AETS-UQAM trouve que la proposition de dons des associations très intéressante. Mais il ajoute que, pour le moment, il y a peu d'associations qui sont toujours membres de l'ASSÉ dans la Coalition. Il est aussi important que les associations membres débloquent du financement de leur propre budget.

Aussi, les coalitions seront importantes et devront être plus actives qu'elles le sont actuellement. Il trouve important le point sur les trois régions nécessaires pour tomber en GGI, afin d'éviter que seul Montréal parte en grève.

Kaëlla de la SOGÉÉCOM dit que, par rapport à ce plan d'action, elle voit difficilement comment ce serait possible de faire une GGI au cégep sans avoir au moins une journée de grève réussie.

Valérie du CUTE-UQAM dit que c'est dans la prochaine proposition, d'avoir une grève à l'automne.

Adam de l'AETS-UQAM invite les autres associations à partager sur la capacité de faire une telle mobilisation sur leur campus.

Valérie ajoute qu'on sait déjà aussi que les étudiantes sages-femmes vont aller dans ce sens là, même si elles sont peu nombreuses, c'est encourageant et elles constituent un poids important.

Kim pense que c'est un beau défi. La mobilisation de Saint-Laurent est imprévisible pour savoir si la GGI est atteignable, mais le défi est important et c'est raisonnable de demander autant.

Camille, prof au collégial, dit un commentaire encourageant; si on se réfère à la grève de 2012, il n'y avait pas beaucoup de mobilisation, vraiment pas beaucoup de monde impliqué un an avant la grève. La proposition est vraiment bonne, et reprend les éléments qui ont bien fonctionné de la grève de 2012. Notamment, le comité élargissement peut faire une bonne différence, si les gens veulent travailler et s'impliquer. Avec les syndicats, elle croit que ce ne sera pas facile, ni gagné d'avance, mais elle invite les gens qui connaissent des gens dans les syndicats à partager leurs contacts et les inviter à aller à chercher des appuis à la campagne.

Camille du secrétariat rappelle qu'à Sherbrooke plusieurs associations sont déjà à leur troisième journée de grève, elles suivent aussi la mobilisation, donc on peut compter sur elles et eux.

Etienne du CUTE UQAM ajoute que la fin de la session arrive, mais il reste quand même deux mois. Il invite les gens à solliciter des ateliers de formation et de parler de ce qui s'en vient - notamment pour la journée du 1er mai. Les journées de grève servent à jauger comment ça s'opérationnalise une grève des stages, comment vont aller les liens avec l'admin, etc. C'est bien de faire une journée (le 1er mai) même si c'est sur plusieurs revendications, pour parler notamment de la grève des stages et diffuser l'information, dans le plus de cégeps possible.

Louis du SECMV ajoute que pour MV la mobilisation est bien partie. La plupart de la population étudiante est au courant des enjeux, mais la mobilisation devrait être refaite l'année prochaine. Il serait aussi intéressant d'aller ailleurs mais ne sait pas qui seront présent.es l'année prochaine.

Kaëlla de la SOGÉÉCOM revient à ce que Camille disait sur la formation d'un comité de travail sur les liens avec les syndicats. Elle va en faire une proposition formelle ensuite.

Valérie du CUTE UQAM ajoute que les liens avec les syndicats, le comité jeunesse du Conseil central Montréal Métropolitain de la CSN a discuté avec différentes personnes du CUTE déjà. Une rencontre devrait avoir lieu prochainement.

Alexandre de l'ADEESE est en contact avec la FAE pour alimenter leur processus de réflexion par rapport à la lutte des CUTE. Officiellement, ils appuient la CRAIES depuis un an, donc c'est à voir. Le prochain congrès de la FAE est uniquement aux trois ans, le prochain est en juin 2019. Il va donc falloir pousser les syndicats à prendre position plus rapidement, mais de façon plus décentralisée.

Camille Tremblay-Fournier dit que Sandrine Belley et Charline Sauvignac (toutes deux en travail social à l'UQAM) ont développé un argumentaire pour les organismes communautaires pour cibler les organismes déjà organisés autour de la lutte contre l'austérité et pour essayer de les sensibiliser autour de la campagne pour la rémunération des stages. Lorsque le plan sera plus concret, il pourra être partagé à d'autres.

Evelyne dit que pour la grève des stages l'année prochaine, l'appui de nos collègues sera très important. Elle suggère de faire un document informatif pour les milieux de stages qui pourrait être diffusé dès maintenant.

Kaëlla de la SOGÉÉCOM revient sur la discussion des cégeps; elle n'a aucune idée pour Maisonneuve, mais lorsque les autres cégeps sont

mobilisés c'est sûr que c'est plus facile. La GGI devra se faire dans un continuum d'autres journées de grève (dans une stratégie d'escalade des moyens de pression). Elle pense qu'un plan avec des journées de mobilisation sera nécessaire - des dates prédéterminées pour faire la grève pour les préparer tout de suite, parce que la session passe vite.

Elle parle aussi de la nécessité d'avoir des appuis syndicaux. En soins infirmiers par exemple, il nous faudrait l'appui de la FIQ. Elle dit que cela peut être un bon moment de les approcher maintenant, car elles sont en négociations en ce moment. Un document en ce sens serait utile pour distribuer à ses collègues infirmières pour créer un front commun de luttes sociales.

Kim du CUTE Saint-Laurent se demande comment les associations sont capables de voter la grève des stages dans les associations ou il y a une minorité de stagiaires dans les assos de cégeps.

Laurent du CUTE UQAM répond qu'il y a beaucoup de programmes universitaires qui obligent de suivre un stage et donc que les personnes inscrites au pré-universitaire devront faire des stages après leur formation cégep.

Adam de l'AETS-UQAM dit qu'il ya aura plusieurs vagues de mobilisation, et c'est normal. Il existe à Marie-Victorin des personnes en pré-universitaire qui défendent la rémunération des stages, ce statut ne les rend pas plus réfractaires à la campagne ou à la capacité de faire la grève.

Kaëlla de la SOGÉÉCOM dit aussi que pour faire de la mobilisation elle parle aussi de la formation à l'Université qui a des stages. À l'Université Laval par exemple, il y aurait environ 80% des programmes qui ont des

stages. Les gens côtoient aussi des stagiaires partout dans leur vie (travailleuses sociales, clinique de santé, hôpital, etc.), cela les touche donc indirectement.

Louis du SECMV, pense que ce sera peut-être contradictoire avec Adam, mais il dit aussi que beaucoup de gens inscrits en technique viennent aux assemblées générales.

Laurent du CUTE UQAM ajoute que, pour ce qui est d'aller rejoindre les syndicats, il croit qu'il faut prendre exemple sur les internes en psychologie qui se sont appuyé.es aussi sur la négociation des psychologues et les deux ont finalement eu gain de cause.

Bruno du CUTE Saint-Laurent veut préciser la pensée de Kim; lorsqu'il y a une assemblée générale de grève à Saint-Laurent, ce sont davantage les personnes en formation pré-universitaire qui sont présent.es et donc ce ne sont pas nécessairement les gens en stage qui votent pour la grève des stages. Quoi faire avec ce type de situation?

Kaella parle d'une grève générale lorsqu'elle fait de la mobilisation, et pas seulement de grève générale des stagiaires, pour enlever la séparation entre les deux. À Maisonneuve, c'est toujours présenté comme une grève générale qui touche également les stagiaires.

Kim du CUTE-CSL se questionne sur l'aspect concret de la question, c'est-à-dire comment rendre effective la grève des stages lorsque cette grève est votée par des personnes inscrites au programme préuniversitaire. Les gens en stage n'auront pas nécessairement connaissance de la tenue d'une grève ni accès au vote de grève.

Camille Tremblay-Fournier dit que le travail doit être fait avant l'assemblée générale en parlant dans les classes, avec les profs, en préparant les assemblées générales. Et aussi, théoriquement, elle dit que la mobilisation pour les gens en arts et dans les communications, le stages ne sont pas uniquement dans la formation, mais ils sont aussi souvent après l'obtention du diplôme.

Valérie du CUTE-UQAM souligne que Kim a une bonne question. C'est un enjeu retrouvé aussi à l'université, par exemple en enseignement. Il est possible pour des personnes qui ne sont pas en stage de voter la grève des stages (ce qui est souvent plus facile en fait). Chacune des assemblées générales sont des occasions de mobilisation où des débats peuvent se tenir. Avant, il n'était pas envisageable que des personnes en stage tombent en grève. C'est certain qu'une telle mobilisation ne se fait pas tout d'un coup, faut donc saisir toutes les occasions pour en discuter, notamment les ag.

Adam de l'AETS-UQAM dit qu'il a un bon contact à Marie-Victorin avec des profs en travail social et il remarque que même les gens qui ont des stages ratent leur stage pour aller à l'assemblée générale. Ils et elles sont présent.es aussi sur les lignes de piquetage, le SECMV a vraiment une base solide d'appui.

Etienne du CUTE UQAM ajoute que la grève des stages ne sera jamais suivie à 100%. Il se peut qu'il y ait moins qu'un tiers des stagiaires qui fasse la grève. C'est aussi pourquoi il y a lieu de s'unir, pour créer un blocage important en arrêtant de travailler en masse. Comme le disait Charles, les stages sont en lien direct avec la crise économique, l'arrêt de

travail des stagiaires crée un bordel important, c'est pourquoi on tente de le faire de la façon la plus répandue possible. Il faut essayer de convaincre individuellement, on est dans l'expérimentation, c'est quelque chose qui se passe un peu partout dans le monde. L'idée c'est de convaincre au maximum les stagiaires de ne pas se pointer à leur stage, d'aller chercher les appuis du secteur communautaire (arts, travail social, etc.), les syndicats (éducation et ailleurs), pour qu'ils refusent d'accueillir des stagiaires en temps de grève. C'est la stratégie qui a fonctionné avec les internes en psychologie et cela leur a pris 3 mois pour créer un bordel et avoir un rapport de force leur permettant d'obtenir des gains.

Adopté à l'unanimité.

4.2. Proposition

Que la Coalition crée un comité de travail «Comité relations externes» sur les liens avec les syndicats et les organismes communautaires dans le but d'obtenir leur appui à la grève des stages. Il devra aussi produire un document pour diffuser aux milieux de stages pour parler des revendications et les inviter à respecter la grève des stages.

Proposée par Kaëlla de la SOGÉÉCOM. Appuyée par Félix du CUTE-CVM.

Annabelle du secrétariat mentionne que le Comité déclaration de la Coalition avait cet objectif de créer des liens avec des syndicats et les groupes communautaires pour obtenir un appui à la déclaration et parler du respect de la grève. Il y avait notamment Sandrine Boisjoli, Sandrine Belley, Adam Pétrin, etc. Elle demande ce qu'il en est.

Adam de l'AETS-UQAM est d'accord que ce comité avait effectivement cet objectif. Mais il n'y a jamais eu de rencontre avec ce comité.

Amélie de l'animation explique que puisque ce Comité existe déjà, il y aurait lieu d'éviter de dédoubler les comités.

Kaëlla de la SOGÉÉCOM demande s'il est possible d'inclure dans les mandats de ce comité de produire un document d'information comme il a été question tout à l'heure.

Nicholas du CUTE UdeM pense qu'il est possible d'ajouter un tel mandat au Comité déclaration.

Amélie de l'animation croit que considérant que le Comité déclaration ne s'est jamais rencontré il y aurait lieu de créer le comité proposé.

Nicholas du CUTE UdeM demande s'il y a des gens intéressés à participer à ce comité:

Kaëlla, Valérie, Évelyne, Laurent, Camille TF sont intéressées à faire partie du comité. Sandrine Belley et Charline Sauvignac seront contactées puisqu'elles avaient fait du travail sur la question.

Kaëlla de la SOGÉÉCOM va faire un appel également sur la liste de diffusion de la Coalition pour voir si d'autres personnes seraient intéressées à faire partie du comité Relations externes.

Adoptée à l'unanimité.

4.3. Proposition

Que la Coalition montréalaise appelle à une journée de grève mondiale le 21 novembre 2018.

Proposée par Valérie du CUTE UQAM. *Appuyée par Adam de l'AÉTS-UQAM.*

Nicholas demande le choix de la date, est-ce que cela coïncide avec la journée de la Global interns day?

Valérie du CUTE UQAM répond que c'est important d'avoir une grève à l'automne, une occasion de mobilisation. La raison pour laquelle on a décidé de cette date, c'est que cette année, on s'est bien rendu compte que lors du 10 novembre, il n'y a que nous qui fait effectivement la grève. Donc l'idée était d'avoir un peu plus de temps pour mobiliser. La mobilisation est difficile à l'automne donc on privilégie une journée vers la fin du mois de novembre pour que toutes les associations aient le temps de tenir une AG.

Etienne du CUTE UQAM précise que ce n'était pas avec la GIC le 10 novembre, mais bien avec les étudiants communistes français. Les étudiant.es communistes français ont finalement annulé. Au Québec, nous sommes clairement les plus mobilisé.es sur cette question, il n'est donc pas étrange que nous décidions de la date de grève.

Evelyne du CUTE UQAM ajoute aussi que c'est après la semaine de lecture dans les universités. C'était une des difficultés avec la grève du 8 mars, de devoir mobiliser pour la grève directement après la semaine de lecture. À l'ADEESE ils pensent à faire une semaine de grève entourant cette date là.

Charles-Antoine de l'ADEESE ajoute que les stages en enseignement débutent aussi à ce temps de l'année.

David de l'ADEESE-UQAM ajoute que l'ADEESE votera probablement une semaine de grève et profiteront de cette semaine pour faire de la mobilisation à l'extérieur de l'UQAM.

Annabelle du secrétariat rappelle aussi que ce moment aura lieu après les élections et donc qu'à ce moment, il sera important de faire un suivi de cette période de promesses. Il faut déjà annoncer que peu importe le parti, nous irons en grève pour la rémunération de tous les stages.

Nicholas du CUTE UdeM dit que c'est mondial, mais il voudrait essayer de créer des meilleurs moyens pour faire des liens à l'international. Qu'est-ce qu'on pourrait faire pour que ça soit mieux ?

Charles-Antoine de l'ADEESE-UQAM mentionne qu'il y avait eu discussion lors du CUTE UQAM sur la forme que prendrait cette journée (action décentralisée vs centralisée). Il invite les gens à y réfléchir peut-être pour la suite.

Etienne du CUTE UQAM souligne que nous avons toujours des liens avec des groupes à l'international. Laurent et Annabelle participent aux réunions de la Global intern coalition. Camille MB, Etienne et Annabelle sont en contact avec Free CUNY à la City University of New York. Il y aura donc lieu de relancer tous ces contacts pour tenter de nous coordonner, il y a toujours l'enjeu de la langue, mais les groupes seront relancés.

Amélie de l'animation pense qu'avec le plan d'action adopté, on pourrait inclure la journée de mobilisation sans préciser la forme que prendrait la journée pour le moment et qu'un comité pourra être créé pour coordonner la journée ensuite.

Nicholas du CUTE UdeM demande quelle était la différence de mobilisation entre les la journée de grève d'action décentralisé (20 février) et la journée d'action centralisée (8 mars).

Valérie du CUTE UQAM rappelle que considérant le bilan du 20 février, les actions décentralisées sont plus intéressantes, permettent des actions plus diversifiées et offrent une couverture médiatique diversifiée.

Louis du SECMV dit qu'à Marie Victorin c'était très court pour organiser une action décentralisée, le CUTE s'est concentré sur le 8 mars, car la session venait à peine de commencer le 20 février.

Kaëlla de la SOGÉÉCOM demande ce que veut dire pour tout le monde «action décentralisée»? Parle-t-on de campus ou de régions?

Valérie du CUTE UQAM répond avec l'exemple du 20 février, l'UdeM et l'UQAM ont fait leur propre manif et leur propre occupation. L'idée c'est qu'on n'invite pas les gens d'autres régions à se joindre à Montréal, mais qu'on les soutienne à faire quelque chose en région.

Kaëlla de la SOGÉÉCOM invite les gens à partager leur point de vue. Elle pense que pour les cégeps, cela demande beaucoup plus d'organisation et que c'est plus difficile. Cela dit, dans les régions c'est nécessaire d'avoir

des actions qui permettent de visibiliser la lutte et la mobilisation. Elle pense qu'à Maisonneuve ils auraient plus de facilité à organiser quelque chose de centralisé sur une base régionale.

Adam de l'AETS-UQAM mentionne que lors de leur rencontre du Comité 20 février, des personnes de l'UdeM pensaient se joindre à l'UQAM pour la journée. Finalement illes se sont rendu.es au bureau d'Hélène David et cela a fait une belle action. Il serait bien que d'autres personnes prennent en charge l'organisation d'actions afin d'apprendre à faire ce type d'événement et élargir la mobilisation.

Nicholas du CUTE UdeM renchérit sur ce qu'Adam a dit, même si cela peut paraître comme une tâche colossale d'organiser une action, c'est plus facile d'organiser quelque chose de décentralisé, au local, cela permet de créer des liens, de se donner confiance. À l'UdeM, ils sont allés au bureau de la ministre David, même si cela ne paraissait pas sur la vidéo, ils étaient 20, mais l'expérience était bonne.

Kaëlla de SOGÉÉCOM précise qu'entre les cégeps il est peut-être envisageable de se joindre pour organiser une action sur une base régionale. Pour Maisonneuve, elle mentionne qu'illes sont trois à se mobiliser donc elle ne pense pas que ce serait envisageable de faire une action avec ce petit nombre, mais plus intéressant si d'autres pouvaient se joindre ou se coordonner.

Félix du CUTE CVM trouve que c'est une bonne idée, pour des actions précises cela peut être super pertinents de se rejoindre et faire des actions de visibilité, pour de la mobilisation.

Kim du CUTE Saint-Laurent mentionne qu'illes sont environ trois personnes aussi. Pour les actions, il est intéressant de se coordonner, mais il est aussi possible de demander de l'aide pour une action sur les campus. Elle aime beaucoup les actions locales parce qu'elles s'adaptent à l'horaire des étudiant.es sur place.

Charles-Antoine de l'ADEESE-UQAM pense qu'il ne faut pas non plus se fier sur les gens qui organisent pour compter les gens qui seront effectivement présentes lors de l'action. Souvent beaucoup plus de personnes répondront à l'appel.

Louis du SECMV dit que c'est certain qu'à Marie-Victorin ils mobilisent beaucoup mais qu'ils ne sont que 6, mais ils ont un bon soutien de la population étudiante.

Adoptée à l'unanimité

Charles-Antoine de l'ADEESE demande si le CUTE UdeM compte faire ses autres propositions.

Nicholas du CUTE UdeM dit que les propositions ressemblent beaucoup aux propositions du CUTE UQAM, mais que ces dernières propositions étaient plus élaborées.

Valérie du CUTE UQAM demande si le principe d'un comité élargissement répondait à la proposition d'un comité de grève.

Etienne du CUTE UQAM mentionne qu'il y a eu des discussions sur un possible comité de négociation (bien qu'un tel comité ne sera pas nécessairement sollicité). Il invite les gens à y réfléchir un peu plus. Il suggère une formule où chaque coalition régionale pourrait déléguer 2 pour la négociation, afin de permettre aux gens de chaque région en grève de participer à la négociation.

Nicholas du CUTE UdeM pense qu'il serait pertinent de se questionner maintenant considérant qu'on lance un ultimatum à l'automne et que le gouvernement pourrait, à ce moment, ouvrir un dialogue. Même si plusieurs sont sceptiques à prendre position maintenant, il serait intéressant qu'on se penche sur cette question et il rappelle que plusieurs s'étaient montrés intéressés à jouer ce jeu de la négociation.

4.4. Proposition

Une plénière de 15 minutes sur les négociations avec le gouvernement.

Proposée par Adam de l'AETS-UQAM. Appuyé par Nicholas du CUTE UdeM.

Adoptée à l'unanimité.

Début de la plénière

Louis du SECMV voulait ajouter à la réflexion d'Etienne que dans l'éventualité d'un comité de négociation, il serait important que ce soit les assos étudiantes qui demeurent centrales. Que chaque association puisse faire valoir son point de vue en vue des négociations.

Adam de l'AETS-UQAM mentionne que certaines personnes proposaient que les assos en grève devraient être priorisées pour la négociation. Adam dit que c'est important que le comité de négociation devienne un incontournable, car d'autres associations vont vouloir négocier en notre

nom, et ils demanderont probablement uniquement la compensation pour le stage 4 en éducation. Il ne sait pas à quel point on veut entrer dans ce dialogue à l'automne. Peut-être sera-t-il nécessaire d'imposer des premières conditions à la rencontre avec le gouvernement?

Kim du CUTE Saint-Laurent pense que si on veut jouer la game de la négociation, car c'est un gros piège à ours, car c'est très difficile cela peut être un piège. Elle anticipe un peu d'avoir un comité de négociation.

Bruno du CUTE Saint-Laurent est d'accord avec Kim. Il pense qu'à l'automne c'est peut-être tôt, la négociation devrait être la dernière option, lorsque le gouvernement n'aura plus le choix.

Etienne du CUTE UQAM dit que c'est un bon point que les délégués soient également dans des associations en grève et qu'ils et elles soient redevables en assemblée générale. Il est d'accord aussi que le comité de négociation soit un comité de négociation de sortie de grève. Autrement, le comité sert à rien, il prend toute la place, nous notre force c'est notre mobilisation, notre action. La bureaucratie, comme on l'a vu à l'UQAM réagit déjà à notre action, à notre grève. Selon lui, il faut créer un comité et il faut le faire avant que ce soit la FECQ ou l'ASSÉ, il vaut mieux le faire nous même que de laisser les associations sur lesquelles on a aucun mot à dire.

Nicholas du CUTE UdeM pense qu'Adam a soulevé un point important, c'est-à-dire de décider des conditions nécessaires avant d'entrer en négociation. Sinon, pour les délégations, voulons-nous des délégués par coalitions régionales? Il pense qu'une multitude de personnes pourraient être refusées.

Kaëlla de la SOGÉÉCOM rappelle la proposition d'avoir deux délégué.es, elle rajouterait aussi la condition d'avoir peut-être des délégué.es du cégep et de l'université.

Adam de l'AETS-UQAM rappelle que ce comité est une courroie de transition entre les ag et le gouvernement.

Nicholas du CUTE UdeM demande pour la souveraineté des assemblées, à qui serait redéuable ce comité (à la coalition ou aux assemblées ?)

Kim du CUTE Saint-Laurent pense qu'il y aurait lieu d'imposer une déléguée femme ou non-binaire et que l'autre personne pourra être une personne choisie par l'assemblée sans précision de son genre.

Kaella de la SOGÉÉCOM propose la même formule que les portes-paroles de la coalition : au maximum 50% homme cis de la délégation. Elle demande s'il y aurait des consensus entre les délégué.es des différentes coalitions? Est-ce qu'il y aurait des rencontres?

Etienne du CUTE UQAM répond qu'effectivement 2 délégué.es par régions, ça fait pas mal de monde, mais ce comité de négociation pourrait déléguer des personnes, il pourrait décider la logistique de la négociation, se rencontrer tout le temps en période de grève)

Nicholas du CUTE UdeM pense que cela soulève aussi la nécessité d'avoir d'avance un argumentaire pour s'assurer de la cohérence et de la cohésion

de ce qui sera demandé. Il croit qu'il est important d'y réfléchir et de voir si des rencontres seront nécessaires.

Etienne du CUTE UQAM dit qu'il s'est déjà posé ces questions. Une concertation entre les différentes régions est certainement souhaitable, mais la logistique de cette concertation n'est pas évidente. Il est peut-être trop tôt pour traiter de cette question.

Kaëlla de la SOGÉÉCOM demande est-ce que quelqu'un.e se charge d'envoyer cette proposition et de discuter avec les autres coalitions régionales ?

Adam de l'AETS-UQAM pense que ce serait important, considérant que les propositions ont été seulement proposées par deux organisations, que ces propositions soient partagées dans les organisations membres et les organisations externes pour s'assurer de leur effectivité.

Fin de la plénière.

4.4. Proposition

Que soit fait un résumé des discussions sur le comité de négociation qui serait envoyé aux autres coalitions.

Proposée par Nicholas du CUTE UdeM. Appuyée par Adam de l'AETS-UQAM.

Amélie de l'animation souligne que ce n'est pas des positions, mais des discussions qui pourraient être envoyées. Elle l'invite à faire le résumé à partir du PV.

Kaëlla de la SOGÉÉCOM pense qu'il est question du plan d'action, de la nécessité de partager le plan d'action qui a été adopté aujourd'hui.

Nicholas du CUTE UdeM dit qu'étant donné qu'il n'a pas eu de propositions, mais qu'il y a eu des discussions, il dit que ce serait important de diffuser les propositions aux autres coalitions régionales. Nicholas va le faire à partir de la plénière, il va le diffuser sur la liste de la coalition et aux autres contacts dans les régions.

Adopté à l'unanimité.

5. Varia

Aucun varia.

6. Prochaine rencontre

Kaëlla de la SOGÉÉCOM demande si on veut avoir une rencontre avant ou après le 1er mai.

Adam de l'AETS-UQAM dit que l'an dernier on a fait une rencontre en juin, il se demande si on pourrait le faire en juin ? Il dit aussi que ce serait mieux après le 1er mai.

Camille du secrétariat est d'accord que la rencontre devrait se tenir après le 1er mai afin que nous concentrions nos énergies durant le mois d'avril à des fins de mobilisations de la population cégepienne. Elle invite les personnes mobilisées dans les cégeps de nous tenir informé des événements ou moments durant lesquels nous pourront tracter ou discuter avec des étudiant.es.

Valérie du CUTE UQAM propose la fin de semaine du 19-20 mai 2018.

Le CUTE Saint-Laurent se propose pour accueillir la prochaine rencontre.

Camille du secrétariat rappelle qu'une liste de tâches peut être envoyée pour vous aider à penser à ce qu'il y a à faire.

Kaëlla de la SOGÉÉCOM rappelle que la nourriture peut être difficile à organiser, donc que cette tâche peut être écartée, si jamais cela cause problème.

6.1. Proposition

Que la prochaine rencontre se déroule au Cégep de Saint-Laurent la fin de semaine du 19-20 mai.

Proposée par Kim du CUTE Saint-Laurent. Appuyée par Charles-Antoine de l'ADEESE-UQAM.

Clôture de l'assemblée à 20h31.

Compte-rendu révisé par Annabelle Berthiaume et Etienne Simard.